

**ARRETE N°2022-DD28-PPSMS-TS-0017
portant modification de l'agrément n°113
délivré à la société « REN Ambulance »
sise 19/21 avenue Gustave Eiffel 28630 GELLAINVILLE
en ce qui concerne la gérance**

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire

VU le code de la Santé publique et notamment les articles L6311-1 et suivants, R6311-1, R6312-6 et R6313-7 ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

VU le décret du 27 mars 2019 portant nomination de Monsieur Laurent HABERT en qualité de directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire ;

VU le décret n°2003-674 du 23 juillet 2003 relatif à l'organisation de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU la décision N° 2021-DG-DS28-0003 du 27 septembre 2021 portant délégation de signature à Monsieur Denis GELEZ, directeur départemental de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire pour le département d'Eure-et-Loir, et, en cas d'absence ou d'empêchement, à Monsieur Gérald NAULET, adjoint au directeur départemental ;

VU l'arrêté du 12 décembre 2017 fixant les conditions exigées pour les véhicules et les installations matérielles affectées aux transports sanitaires ;

VU l'arrêté du 26 janvier 2006 modifié relatif aux conditions de formation de l'auxiliaire ambulancier et au diplôme d'ambulancier ;

VU l'arrêté ministériel du 23 juillet 2003 fixant les périodes de la garde départementale assurant la permanence du transport sanitaire ;

VU l'arrêté ministériel du 7 juillet 2000 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1987 cité ci-dessous ;

VU l'arrêté ministériel du 23 septembre 1988 modifiant l'arrêté du 21 décembre 1987 cité ci-dessous ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 1987 modifié relatif à la composition du dossier d'agrément des personnes effectuant des transports sanitaires terrestres et au contrôle des véhicules affectés aux transports sanitaires ;

CONSIDERANT l'arrêté n° 2021-DD28-OSMS-TS-0024 du 1^{er} septembre 2021 portant agrément n° 113 de la société de transports sanitaires « REN AMBULANCE » à compter du

1^{er} septembre 2021 ; l'arrêté modificatif n° 2022-DD28-OSMS-TS-0004 du 25 février 2022 en ce qui concerne la gérance ;

CONSIDERANT la demande de M. Christophe NEDJAR, en date du 18 mars 2022, d'intégrer la société de transports sanitaires « REN AMBULANCE » en qualité de cogérant ;

CONSIDERANT le procès-verbal de l'assemblée générale mixte du 7 avril 2022 nommant en qualité de nouveau cogérant à compter du 21 mars 2022 M. Christophe NEDJAR et actant la démission de M. Frédéric TEXIER de ses fonctions de cogérant à compter du 7 avril 2022 ;

CONSIDERANT l'adoption des statuts de la SARL « REN AMBULANCE » signés le 7 avril 2022 ;

CONSIDERANT que ces changements ne modifient pas les conditions d'agrément ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Il est pris acte de la modification de la gérance de la SARL « REN AMBULANCE », cogérée, à compter du 21 mars 2022, par :

- Madame ADAM Anca-Geta
- Monsieur BABA Ahmed
- Monsieur GENEY Damien
- Monsieur GONTHIER Jonathan
- Monsieur JUDES Thierry
- Monsieur MARTINEAU Renan
- Monsieur NEDJAR Christophe
- Monsieur REMOND Jason
- Monsieur TEXIER Frédéric
- Monsieur TOUBIM Zakaria

ARTICLE 2 : Il est pris acte de la démission de M. Frédéric TEXIER à compter du 7 avril 2022.

ARTICLE 3 : La SARL « REN AMBULANCE » est autorisée, à exploiter :

- Trois (3) ambulances de catégorie A, type B

dont l'immatriculation est précisée sur l'attestation relative aux véhicules jointe en annexe au présent arrêté.

ARTICLE 4 : Les autorisations de mise en service de véhicules sanitaires étant délivrées dans un département dans le cadre d'une offre contingentée au niveau départemental, elles ne peuvent être utilisées pour la satisfaction majoritaire des besoins d'autres départements.

ARTICLE 5 : Tout transport sanitaire doit être assuré dans le respect des règles énoncées par le code de la santé publique.

ARTICLE 6 : L'entreprise titulaire de l'agrément est tenue de participer au tour de garde départemental et de se conformer aux dispositions du cahier des charges départemental en vigueur en la matière.

ARTICLE 7 : L'exploitant est tenu de soumettre les véhicules à un organisme agréé par le ministère des transports en charge du contrôle technique, de répondre à un contrôle convenu ou inopiné de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et, de veiller à la propreté et à la désinfection des matériels et équipements de la cellule sanitaire, notamment après le transport d'un malade contagieux. (Conformément à l'annexe 5-III de l'arrêté du 12 décembre 2017)

ARTICLE 8 : L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire toute modification apportée aux éléments constitutifs du dossier d'agrément, notamment, toute mise en service de véhicule nouveau, toute mise hors service ou cession à terme ou définitive de véhicule, les modifications concernant les personnels (embauche, cessation d'emploi, diplômes obtenus, contrats de travail ...)

ARTICLE 9 : Le non-respect, par la société de transports sanitaires, d'une ou plusieurs des dispositions précédemment énoncées sera sanctionné conformément aux dispositions des articles R6312-5 et R6314-2 à R6314-5 du code de la santé publique.

ARTICLE 10 : Le présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs, pourra faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de la date de réception :

- soit d'un recours gracieux auprès du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire – Cité Coligny – 131, rue du faubourg Bannier – BP 74409 45044 ORLEANS CEDEX 1 ;
- soit d'un recours contentieux selon toutes voies de procédure devant le Tribunal Administratif d'Orléans - 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS CEDEX 1.

ARTICLE 11 : Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Centre-Val de Loire et le directeur départemental d'Eure-et-Loir sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est adressée à :

- Madame la directrice du SAMU d'Eure-et-Loir
- Monsieur le président de l'ATSU 28
- Monsieur le président du Tribunal de Commerce de Chartres (Greffe)
- Monsieur le directeur de la CPAM d'Eure-et-Loir
- Monsieur le directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole d'Eure-et-Loir
- La SARL « REN AMBULANCE »

Fait à Chartres, le 11² AOÛT 2022

Pour le Directeur général de l'Agence Régionale
de Santé Centre Val de Loire,
L'Adjoint au Directeur départemental,


Gérald NAULET

